

RMP 1845/T

R.E. ~~5414~~  
~~12543~~

Frais payés le 16-4-52  
quitté n° 87/52

RE 5466

(3C)

RUANDA-URUNDI  
SERVICE PENITENTIAIRE  
-:-:-

Prison de Ruhengeri.

Nom : BITARIHO  
Origine : Kabere  
Chefferie : Rwankeri  
Territoire : Ruhengeri  
Profession : Contracté  
N° du R.E. : ~~5414~~ 12543  
Formule dactyloscopique :  
Arrêté le : 2-10-51  
Condamné le : 15-2-52 à  
1/2 de peine : (31-12-52) après jugt  
Sorti le : 28-7-52 / ~~4-8-52~~  
Transféré le : 5-10-51 à Ngali  
Rapatrié le :  
Expulsé le :  
Décédé le :

Deux mois de S.P.  
75 f. frais ou 7 f. C.P.C.

LE GARDIEN

Ruhengeri



9722

*[Signature]*

# Billet d'élargissement.

Le nommé B. TARIMO  
fils de Rubuga, et de Nyira Kashungwe  
Chefferie Irondkuri, sous-chefferie Garisira  
colline Burero, race Mukutu  
territoire de Ruhengeri  
condamné par le Tribunal de Résidence à Nigali  
en date du 25/7/54  
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 10 mois  
de servitude pénale subsidiaire de -  
a ( ou le ) contrainte - par corps de -

Ruhengeri, le 28/7/54 1954  
Le Gardien de Prison,

G.O. *[Signature]*

## Libération conditionnelle.

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignement d'un nommé (1) *BITARIHO*, fils de *Rubuga (c.v.)* et de *Nyira-bashongore (c.v.)*, originaire de la colline de Kabere, chefferie du Rusankari, territoire de Rubengori, résidant à Busogo, mêmes chefferie et territoire, traicteleur contracté à Rubengori.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	<i>T. R. R.</i>
Date du jugement	<i>15-2-52</i>
Motif de la condamnation	<i>Vol qualifié et vol simple</i>
Durée de la servitude pénale principale	<i>De 2 mois</i>
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	<i>2-10-51</i>
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	<i>(31-12-51) après huit</i>
Date d'expiration de la peine	<i>28-7-52</i>

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

*D. J. J. J.*

*28-2-52*

L'Officier du Ministère Public,

*Long*

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.
2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires. Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,



Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

*bonne*

2° le caractère.

*médiocre*

3° les dispositions morales du détenu.

*douteuses*

*Régalié le 26.2.52  
Le g.d.p. [signature]*

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

*Arb. discernable. 29/2/52 - Rst. Hdgt - 1 - 1 autrice*

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A ne pas représenter  
18.3.52

Le [illegible] [illegible] [illegible]  
[illegible] [illegible] [illegible]

Le [illegible] [illegible] [illegible] po.  
[illegible] [illegible] [illegible]

*[Signature]*

Bureau de Kigali-Ky  
N° 87/52

Comptabilité modèle 18.

Frs. 79

Exercice 1992

Budget 00

Art. 24 Lit.

# QUITTANCE

Le 16. 4. 1992.

Reçu de M DI TARIHO

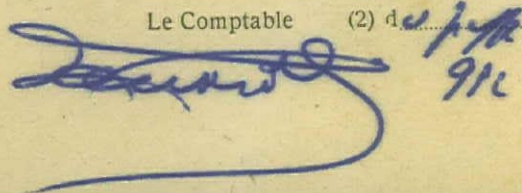
la somme de septante cinq francs

pour paiement frais de voyage T.R.R. de 1992-92

R.R.P. : 1449/T - R.P. : 156

Le Comptable (2) d Ky

(2) Désignation

  
912

N.A.

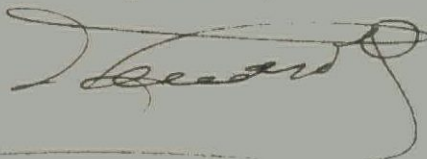
A Monsieur le Gardien de  
la Prison Centrale  
à KIGALI.-

Le nommé *BITARIHO*  
Aff. R.M.P. n° *18485* R.P. No. *536* R.P.A. no.....  
a payé le *16-4-1954*  
Amende: .....  
Frais procès: *30* .....  
Dommages et intérêts: .....  
.....

Kigali, le *16-4-*.....1954.....

LE SECRETAIRE DU PARQUET,

V. ROUARD.-



Résidence d. à Buanda  
Prison de Ni gal

N° ..... R. E. 12543  
R. M. P. N° 12455

FICHE DU DÉTENU : B. T. T. L. M. A.

Originaire de la chefferie Buanda

Territoire Bukuru

Résidence ou district Buanda

Condamné le 15. 2. 1952, par T. R. R.

à des mois s. P. P. 75 / prison 7 f. C. P. C.

du chef de Vol qualifié et simple

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

# PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
16. 4. 52	Indiscipline a' la prison	4 c. fauch.
7. 5. 52	N'avoir pas répondu a l'appel	2 c. fauch.



LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA SEANT A KIGALI  
Y SIEGEANT EN MATIERE REPRESSIVE , A RENDU LE  
JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 15 FEVRIER 1952

EN CAUSE MINISTERE PUBLIC  
CONTRE :

- BITARIHO : Johna, munyarwanda muhutu , fils de Rubuga (ev) et de Nyira-bashongore (ev) , originaire d la colline Kabere, chefferie Ruankeri, territoire de Ruhengeri , résidant à la colline Busogo, chefferie Ruankeri, même territoire, travailleur contracté au service du sieur Chauveaux à Ruhengeri ; détenu à la Prison de Kigali
- SEBWAGE : munyarwanda, cultivateur muhutu, fils de Mushatsi (ev) et de Ntambabazi (déd) originaire de la colline Busogo et y résidant , chefferie Ruankeri , territoire de Ruhengeri ; détenu à la prison de Kigali

VU par le Tribunal de Résidence du Ruanda séant à Kigali, la procédure suivie à charge des prévenus qualifiés ci-dessus pour avoir :

COMME coauteurs , dans la nuit du 26 au 27 septembre 1951 à la colline Busogo , chefferie Bukamba , territoire de Ruhengeri, résidence du Ruanda, soustrait frauduleusement au préjudice du nommé Bahufite , deux moutons d'une valeur globale approximative de 210 frs et ce en pénétrant dans l'enceinte entourant la hutte habitée du plaignant ; fait prévu et sanctionné par les art. 21 et 23 du Code Penal , Livre I et art. 79 et 81 , 2 du Code Penal, Livre II

COMME coauteurs dans les mêmes circonstances de temps et de lieu soustrait frauduleusement au préjudice du nommé Kinono un bœlier d'une valeur approximative de 100 frs. et ce en le détachant de l'arbre auquel le plaignant l'avait lié à l'extérieur de son enclos. Fait prévu et sanctionné par les articles 21 et 23 du Code Pénal, Livre I et 79 et 80 Code Pénal, livre II

VU la comparution volontaire des prévenus qui déclarent renoncer expressivement à leur droit de réclamer la formalité de la citation ;

OUI les prévenus en leur interrogatoire

OUI le témoin en sa déposition

OUI LE ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes

SUR quoi le Tribunal prononce sur les bancs , le jugement dont les termes sont repris ci-après :

ATTENDU qu'il appert des dépositions formelles du plaignant ainsi que des aveux complets du prévenu , que dans la nuit du 26 au 27 septembre 1951 à la colline Busogo, chefferie Bukoma , territoire de Ruhengeri, Résidence du Ruanda , les nommés Bitariho Johna et Sebwege , pénétrèrent dans l'enceinte du nommé Bahufite et profitant du sommeil des habitants, y dérobèrent deux moutons d'une valeur globale approximative de 210 frs.

QUE pendant cette même nuit à la même colline ils détachèrent un bœlier , valant près de 100 frs , que son propriétaire , le nommé Kinono avait attaché à un arbre à l'extérieur de son enclos, et l'emportèrent avec eux

QUE le lendemain le nommé Bitariho Johna conduisit les moutons et le bœlier au marché de Busogo et les y vendit au nommé Rwerekane et Kanyemera dont la mauvaise foi n'a pu être établie.



ATTENDU que les moutons et le bœlier ont été restitués aux propriétaires respectifs, que quant aux preuves, de la culpabilité du nommé Sebwege ; celui-ci nie les faits mis à sa charge

QUE cependant le coprévenu, Bitariho Johna en avouant sa culpabilité devant l'O.P.J. instructeur le dénonça comme son complice ; que cette dénonciation semble être sincère.

QUE la seule défense du nommé Sebwege consiste à qualifier de calomnieuse et mensongère l'accusation du nommé Bitariho contre lui et de prétendre qu'elle ait été inspirée par la vengeance et l'inimitié

QUE pourtant deux ou trois jours avant la nuit du vol, Bitariho et lui même achetèrent ensemble au nommé Ruhengeri et consommèrent ensemble dans sa hutte une grande quantité de bière indigène pour laquelle n'ayant pas d'argent ils avaient donné en gage respectivement une et deux étoffes.

QU'au cours de l'instruction préparatoire le nommé Bitariho avoua qu'ils avaient commis les deux vols dans le but d'obtenir l'argent nécessaire pour dégager leur étoffes

QU'il appert en outre des déclarations du nommé Gasasira, sous-chef de la colline de Busogo où réside le prévenu Sebwege, que ce dernier est connu dans les milieux indigènes comme vagabond et voleur professionnel.

QUE tous ces faits constituent des présomptions suffisantes pour établir la culpabilité du nommé Sebwege

ATTENDU qu'en conséquence les nommés Bitariho et Sebwege ont commis en qualité de coauteurs un vol nocturne dans la dépendance d'une hutte habitée et un vol simple ; faits prévus et sanctionnés respectivement par les articles 21 et 23 du Code Penal, Livre I et 79 et 81 Code Penal, Livre II et les art. 21, 23 du Code Penal, Livre I et 79 et 80 du Code Penal, Livre II

ATTENDU que quant au taux de la peine à prononcer, si les prévenus peuvent invoquer en leur faveur l'absence d'antécédents judiciaires connus, il importe cependant de tenir compte de la charge de Sebwege de sa mauvaise réputation de vagabond et criminel comme il appert de la déclaration du sous-chef Gasasira au cours des débats et à l'audience

ATTENDU qu'il n'y a pas lieu d'allouer d'office aux nommés Bahufite et Kinono, indigènes du Ruanda-Urundi à titre de ; Dommages et Intérêts, le bétail ayant été restitué.

#### PAR CES MOTIFS

VU les articles 5.7.8.9.15.16.17.20.21.23. du Code Penal, Livre I

VU les articles 79 et 81, 2 du Code Penal, Livre II

VU le Décret du 11 juillet 1923 formant avec les Décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale, le Décret du 30 janvier 1940 formant le Code Penal de la Colonie, rendu exécutoire au Ruanda Urundi, par l'ordonnance du 18 mai 1940, le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi

#### STATUANT CONTRADICTOIREMENT

DECLARE les infractions telles que libellées à la prévention établies dans le chef des prévenus BITARIHO JOHNA et SEBWAGE et en conséquence les condamne, le chef BITARIHO Johna à NEUF MOIS de Servitude Pénale Principale du chef de la première prévention et à UN MOIS de Servitude Pénale Principale du chef de la seconde infraction et SEBWAGE à DIX MOIS de Servitude Pénale Principale du chef de la première infraction et à DEUX MOIS de Servitude Pénale Principale du chef de la seconde infraction

PRONONCE pour chacun d'eux le cumul de ces peines, soit les condamne BITARIHO à une peine de DIX MOIS de Servitude Pénale Principale et SEBWAGE à une peine de DOUZE MOIS de Servitude

Pénale Principale ;

LES CONDAMNE chacun à la  $\frac{1}{2}$  des frais de 1<sup>e</sup> instance  
taxés en totalité à la somme de MILLE CINQ CENT VINGT ET UN FRs, 20  
, soit chacun à SEPT CENT SOIXANTE FRANCS SOIXANTE CENTIMES, somme  
réduite d'office à SEPTANTE CINQ FRANCS ;

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps  
à subir par chacun d'eux en cas de non paiement dans le délai  
légal

STATUANT d'office sur les intérêts civils de la partie  
lésée indigène du Luanda Urundi

DIT n'y avoir pas lieu à allocation d'office de Dommages Int  
Intérêts au nommés Bahufite et Kinono ceux-ci étant rentrés en  
possession du bétail leurs volé

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 15 février  
1952 à Kigali à laquelle siégeaient Messieurs

André PREUD'HOMME

JUGE SUPPLEANT

Ghislain TACQ

OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC

Victor ROUARD

GREFFIER

LE GREFFIER  
Victor ROUARD

LE JUGE SUP-LEANT  
André PREUD'HOMME



J.H.

REQUISITION

R.M.P. 1845/T - R.P. 536 -

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire  
et la contrainte par corps.

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA SEANT A KIGALI.-

~~Conseil de guerre~~

12543

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali;

~~Conseil de guerre~~

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Kigali;

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé BITARIHO; munyarwanda, muhutu,  
préqualifié, détenu à la prison de Kigali;-

condamné par jugement du

Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali;

~~Conseil de guerre~~

du 15 Février 1952, devenu irrévocable le 25 Février 1952.-

à \_\_\_\_\_ de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de \_\_\_\_\_ (ou) à SEPT JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de SEPTANTE CINQ FRANCS;

montant des frais du procès (ou) à \_\_\_\_\_ de contrainte par

corps faute de verser la somme de \_\_\_\_\_ montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Kigali, le 11 Mars 1952.-

L'Officier du Ministère Public,

G. TACQ.-

*G. Tacq*



REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL

Reg. du M.P. N°

Reg. du rôle. N°

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

de recevoir et emprisonner le nommé

condamné par jugement du Tribunal

en date du 195 devenu irrévocable le 195 ?

à

du chef d

, le 195

L'Officier du ministère Public,

*Q. Baed*

PARQUET DU RUANDA  
KIGALI.

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

=====

Le dossier R.M.P. No *1849/T*

en cause de 1) *BITARIHO*

2) *JEJUNAGE*

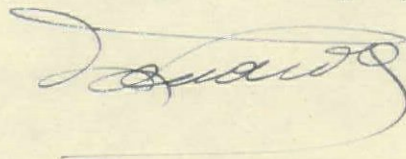
3)

4)

5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal de *Résidence*  
*du Ruanda*

Kigali, le *29-1-* 1952 .  
Le Secrétaire du Parquet,





## ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant  
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda, résidant à Kigali  
~~Police de Kigali~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de BITARIHO, munyarwanda, préqualifié, détenu à la prison de Kigali  
prévenu de vol qualifié (art. 79-81 C.F. L.II)

Vu l'ordonnance en date du 13 octobre 1951  
autorisant la mise en détention préventive;

Où le Ministère Public en ses réquisitions;

Entendu l'inculpé et son défenseur ~~ouk~~

~~MOUS (2)~~

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 27 décembre 1951;  
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 26 janvier 1952

suppléant  
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda, à Kigali  
~~Police de Kigali~~

D. VAUTHIER

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.





## ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

**suppléant**  
Le Juge du Tribunal de

Résidence **de Ruanda, résidant à Kigali**

~~Police de Kigali~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de **BITARIHO, munyarwanda, préqualifié, détenu à la prison de Kigali**

prévenu de **vol qualifié (art. 79-81 C.P. L.II)**

Vu l'ordonnance en date du **13 octobre 1951**

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé ~~et son conseil~~

~~Police de Kigali~~

~~Police de Kigali~~

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du **27 novembre 1951** ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à **Kigali**

le **27 décembre 1951**

**suppléant**  
Le Juge du Tribunal de

Résidence **de Ruanda, à Kigali**

~~Police de Kigali~~

**D. VAUTHIER,**

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.





## ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant  
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda, à Kigali

Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de BITARIIRO, muryarwanda, préqualifié, détenu à la prison de Kigali  
prévenu de vol qualifié (art. 79-80 C.F.L.II)

Vu l'ordonnance en date du 13 octobre 1951  
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé ~~et son défenseur~~ ~~MM~~ ~~cons (2)~~ agréé par

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 28 octobre 1951 ;  
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 27 novembre 1951

suppléant  
Le Juge du Tribunal de  
D. VAUTHIER,

Résidence de Ruanda, à Kigali

Police de

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



# ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

<sup>supplément</sup>  
Le Juge du Tribunal de

Résidence de: Quand, Président

Police de (1):

Vu les pièces de l'instruction à charge de D. M. M. C., Président, Président,  
détenu à la prison de Nigali  
prévenu de vol qualifié (art. 31-32 C.I. I. II)

Vu l'ordonnance en date du 13 octobre 1951

autorisant la mise en détention préventive;

Où le Ministère Public en ses réquisitions;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par  
nous (2).

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 13 octobre 1951;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Nigali le 13 octobre 1951

<sup>supplément</sup>  
Le Juge du Tribunal de

Résidence de: Quand, Président

Police de:

D. M. M. C.

*[Signature]*

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



# ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante et un, le treizième jour du mois de Octobre suppléant

Par devant Nous D. VAUTHIER, Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda, à Kigali  
Juge de Tribunal de Police de a comparu le nommé BITARINC, muryarwanda, pré-qualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda, à Kigali  
a exposé qu'une instruction du chef de vol qualifié (art. 79-81 C.F.L.II)

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le treizième jour du mois de octobre suppléant

Nous D. VAUTHIER, Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda, à Kigali  
Juge de Police de

Attendu que le nommé BITARINC est prévenu de vol qualifié et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Ruanda à Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.F. qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

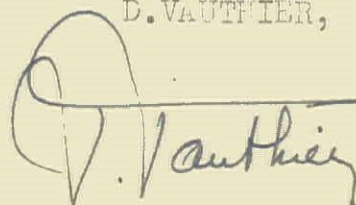
Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé BITARINC soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195 ...

Le Juge. suppléant  
D. VAUTHIER,



# MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers : .....

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre)

.....

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

ETATILIC JONGE, né le 19/05/1940, originaire de la colline Isheho, ancienne  
Tanganyika, capitaine de gendarmerie, affecté à la colline Lusogo,  
chefferie Wankori, tête communale, travaillant contracté au service  
de l'Etat. -  
prévenu de vol qualifié.

infraction prévue par l'art. 101 bis du Code de Commerce

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de ..... ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit.....

soit arrêté et conduit à la maison centrale de Bellevue.

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat .

Fait à ..... Tizi Ouzou ..... le huit octobre 1951.

L'Officier du Ministère Public.

1891

9609

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

5275. — Pour obtenir ce modèle rappelez le n° V. 33



Résidence du manda  
Territoire de Kuhnengerf

Prison de Kuhnengerf

EXTRAIT DU CAHIER DES PENITIONS

Le nommé .....

a subi pendant sa détention à la prison de Kuhnengerf

les punitions suivantes :

Jours de cachot : —

Touet : —

Exécution de travaux des : —

Exécution de : —

Notifs des punitions : —

*R. Kuhnengerf*  
18-10-1917

RESIDENCE DU RUANDA  
TERRITOIRE DE RUHENGARI  
-----

Prison de Ruhengeri  
-----

EXTRAIT DU CAHIER DES BIENS  
DES DETENUS  
-----

Remis au nommé.....

les effets personnels suivants, déposés à la prison de  
Ruhengeri.

Pagnes: 1	Capotulas: 1	Vareuses: —
Chemises: 1	Veston: —	Argent: —
Souliers: —		

Ruhengeri, le... 5... Octbr. 1951

Le Gardien de Prison,



Résidence du Ruanda  
Territoire de Ruhengeri  
Prison de Ruhengeri

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné ... *M. J. J. ROBERT* ... à Ruhengeri  
mandons le gardien de prison de ... *Kibuli* ...  
de vouloir bien incarcérer le nommé ... *Isidore Kibito* ...  
fils de *Rubya Con. vie*, ... et de *Kyabankwaga (en vie)*,  
collègue de *Georges* ... sous-chef ... *Yasaya* ...  
Chef ... *Swaburindi* ... Territoire de *Ruhengeri* ...  
Prévenu d'avoir ...

INSTRUCTION prévue par ...

Mis en détention préventive depuis le ...

Suivant : *Ordre de transférer à S. P. J. T. T. T.* ...

Escorte : *2 Polices*

Témoins :

Ruhengeri, le *25.10.1911*

Le Gardien de Prison,



# PRO-JUSTITIA.

## PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le deuxième  
jour du mois de octobre

Nous, REMI L., Agent territorial t.p.

en Territoire de RUHENGARI, Officier de Police Judiciaire à compétence

générale à Ruhengeri, nous trouvant à Ruhengeri  
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé BITARINO Jona, fils de Rubuga (e.v.)

et de Nyirabashongore (e.v.), originaire du Territoire de Ruhengeri

chefferie Rwankeri, sous-chefferie Kabere

colline Kabere, résidant à Busogo

inculqué de vol qualifié et attendu que l'infraction commise par cet  
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-  
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-  
primer l'infraction.